

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Japon-le-Premier-ministre-Kan>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > La sortie du nucléaire marque des points > **Japon - le Premier ministre Kan plaide pour une société sans énergie nucléaire**

28 juillet 2011

Japon - le Premier ministre Kan plaide pour une société sans énergie nucléaire

TOKYO — Le Premier ministre japonais, Naoto Kan, s'est prononcé mercredi en faveur d'une sortie progressive du nucléaire, sans donner de calendrier, quatre mois après l'accident de la centrale de Fukushima.

LePoint.fr 13 juil. 2011

Le Premier ministre japonais, Naoto Kan, s'est prononcé mercredi en faveur d'une sortie progressive du nucléaire, sans donner de calendrier, quatre mois après l'accident de la centrale de Fukushima.

Compte tenu de la gravité de l'accident de Fukushima, "on ne peut plus soutenir que la politique menée jusqu'à présent garantisse la sécurité de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Nous devons concevoir une société qui puisse s'en passer", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse.

Le chef du gouvernement juge nécessaire de revoir de fond en comble la politique énergétique du pays, qui prévoyait avant la crise de Fukushima une augmentation de la part de l'électricité nucléaire dans la production totale à plus de 50% d'ici à 2030, contre quelque 30% en 2010.

La catastrophe, la plus grave depuis celle de Tchernobyl en 1986, a forcé plus de 80.000 personnes à évacuer les environs de la centrale.

M. Kan plaide pour une "réduction progressive" de la part de l'électricité nucléaire au profit des énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, etc.) avec pour objectif de s'en affranchir totalement.

Le Premier ministre n'a toutefois pas présenté de calendrier de sortie du nucléaire.

L'archipel compte actuellement 54 réacteurs, mais 35 sont stoppés, à cause de séismes ou pour maintenance. M. Kan a ordonné des tests de résistance qui décideront ou non de leur redémarrage.

Pour faire face à la chute de la capacité de production, le gouvernement a imposé aux grandes

entreprises et aux administrations de la région de Tokyo et du Tohoku (nord-est) de réduire leur consommation de 5% à 15% durant l'été, période où les climatiseurs tournent à plein régime. Il a aussi demandé aux particuliers de diminuer l'usage des appareils électriques.

"Grâce à ces efforts il sera possible de fournir l'électricité nécessaire cet été et cet hiver", a assuré le chef du gouvernement de centre-gauche.

"Il est de la responsabilité de l'Etat de garantir l'approvisionnement", a-t-il insisté.

M. Kan, 64 ans, nommé il y a à peine 13 mois, est extrêmement impopulaire et critiqué pour la gestion des conséquences du séisme et du tsunami dans le Tohoku le 11 mars, et de l'accident nucléaire de la centrale Fukushima Daiichi.

Il a récemment indiqué qu'il quitterait le pouvoir une fois adoptées au Parlement trois lois qu'il juge prioritaires : une deuxième rallonge budgétaire pour la reconstruction, une loi autorisant l'émission d'obligations d'Etat et un texte sur les énergies renouvelables.

Les débats sur ce dernier projet de loi doivent commencer jeudi au Parlement, a précisé M. Kan.

Des gouverneurs d'importantes préfectures s'activent actuellement pour favoriser l'installation de systèmes solaires et plaident pour un assouplissement de la réglementation afin de faciliter la production alternative d'énergie.

La plus grande fédération patronale nippone, le Keidanren, juge pour sa part que la troisième puissance économique mondiale ne peut se passer de l'énergie nucléaire, sauf à risquer des délocalisations et une désindustrialisation du pays.

A court terme, le Japon doit réactiver des centrales thermiques au gaz, au pétrole ou au charbon, ce qui va augmenter les émissions de gaz à effet de serre et pourrait rendre caduque la promesse d'une réduction de 25% de ces rejets en 2020, par rapport au niveau de 1990.

Depuis l'accident de Fukushima, quelques pays, comme l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, ont décidé de renoncer progressivement à l'atome civil. D'autres, comme la France, les Etats-Unis ou plusieurs nations d'Europe de l'Est, ont au contraire réaffirmé leur attachement à cette énergie.